

PERSONNELS ADMINISTRATIFS

SPÉCIAL MOYENS POUR LA RENTRÉE 2025

la
cgt

ÉDUC'
ACTION

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

2025... toujours une année blanche ou plutôt « noire » pour les personnels administratifs. Aucune création de poste en EPLE ou dans les services. Malheureusement, c'est toujours le redéploiement qui est à l'œuvre dans notre ministère... Comme les années précédentes.

Ainsi certaines académies profiteront de création de poste alors que d'autres subiront à nouveau de suppression et pour les personnels c'est toujours gel du point d'indice



RENTRÉE 2025 EN EPLE

La situation des personnels administratifs dans les services et les EPLE ne cesse de se détériorer. Surcharge de travail, arrêts maladies, démissions, heures supplémentaires non rémunérées... Les dégradations de conditions de travail subies sont dues au manque de personnels, au manque de formation de néo-contractuel-es et de néo-titulaires. Parlons aussi du déploiement d'applications informatiques hors sol, chronophages et non-efficentes sur lesquelles le ministère n'a finalement que très peu la main pour d'éventuelles améliorations. Le ministère a toujours du mal à écouter les personnels directement concernés par ces applications. Toutes ces situations et le manque de revalorisation salariales ne font qu'aggraver le manque d'attractivité de ces emplois dans notre ministère et ne permettent pas la fidélisation des personnels contractuels.

Les gouvernements passent, les choix budgétaires restent les mêmes, ceux imposant l'austérité pour les salarié-es et favorisant l'augmentation des profits pour le Capital.

DOTATIONS ACADÉMIQUES

Académie	mesures	Académie	mesures
AIX MARSEILLE	+3	NICE	+1
AMIENS	-3	NORMANDIE	-7
BESANCON	-1	ORLEANS TOURS	0
BORDEAUX	+4	PARIS	0
CLERMONT	-1	POITIERS	-1
CORSE	0	REIMS	-7
CRETEIL	+5	RENNES	0
DIJON	-2	STRASBOURG	-2
GRENOBLE	0	TOULOUSE	+4
LILLE	-7	VERSAILLES	+1
LIMOGES	-1	GUADELOUPE	0
LYON	+7	GUYANE	+8
MONTPELLIER	+5	LA REUNION	+1
NANCY-METZ	-9	MARTINIQUE	-2
NANTES	+3	MAYOTTE	+1
TOTAL			0



KASBARIAN EST PARTI MAIS SES IDÉES SONT TOUJOURS LÀ...



Après les mobilisations du 5 décembre dans la Fonction publique contre les mesures Kasbarian (ancien ministre FP), Bayrou a mis à l'index les 3 jours de carences, mesure totalement discriminante pour les fonctionnaires. **Toutefois, la proposition concernant l'imputation du salaire de 10% lors d'un arrêt maladie ordinaire ainsi que la suppression de la GIPA pour la période sur la période 2019-2023 sont clairement retenues. Inacceptables et injustes.**

MARRE D'OP@LE

CONSTAT D'UNE SOUFFRANCE AU TRAVAIL IMPORTANTE :

C'est le premier point marquant d'un rapport. Tous les personnels sont en souffrance, qu'ils soient gestionnaires et agents comptables, correspondant-es et formateur-trices, de l'assistance ou de la maîtrise d'ouvrage. Ils-elles sont désemparé-es face à Op@le, ont "l'impression de ne plus savoir travailler". La bascule a souvent été mal préparée, occasionnant un surtravail et une accumulation de tâches d'autant plus mal vécues qu'elles interviennent dans un contexte particulier : réformes continues de la carte comptable des EPLE, mise en place de l'autorité fonctionnelle des collectivités territoriales, pénurie de personnels administratifs.

Seulement 35 postes seront créés en 2025 pour continuer le déploiement et assurer les formations et son suivi technique. Ces créations sont largement insuffisantes pour répondre aux besoins. C'est une insulte aux personnels qui travaillent sans compter et sans augmentation significative du point d'indice.

Le 1^{er} groupe de travail national sur les évolutions techniques du logiciel ne donne que peu de possibilités pour l'améliorer. Elles se dérouleront sur une période trop longue pour améliorer les conditions de travail et éviter la surcharge de travail.

**VOUS AVEZ LE POUVOIR DE LE DÉNONCER ET DE LE DIRE À VOS REPRÉSENTANT-ES DES PERSONNELS PRÉSENT-ES DANS LES FORMATIONS SPÉCIALISÉES SANTE SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL...
REMPLISSEZ ET DÉPOSEZ UNE FICHE RSST.**

RÉSEAU CANOPÉ

Placé sous tutelle du MEN, Réseau Canopé est l'opérateur public de la formation tout au long de la vie des enseignant-es, et notamment leur formation au numérique et par le numérique, en lien étroit avec les services centraux et académiques de formation. Depuis plusieurs semaines, les personnels de Réseau Canopé, engagés au service de l'Éducation, travaillent dans l'incertitude, avec la perspective (justifiée par la fragilité budgétaire de l'opérateur) que Canopé pourrait, à terme, disparaître. Cette incertitude s'ajoute à la pression constante subie depuis des années en raison d'autres incertitudes concernant leur avenir et les fréquentes modifications de leurs missions. **Nous demandons le maintien du Réseau Canopé dans chaque département, au plus près des enseignant-es, pour assurer un accompagnement de proximité en qualité d'opérateur performant du service public d'éducation, complémentaire des EAFC et des DSDEN avec un équilibre financier fondé sur la dépense publique et non sur un modèle d'autofinancement inspiré d'une logique commerciale.**

AVEC LA CGT EDUC'ACTION, REVENDIQUONS...

-  des moyens supplémentaires à tous les niveaux : recrutement de personnels administratifs et informatiques
-  un calendrier assoupli de déploiement en fonction des formations et de la volonté des équipes
-  la mise en place de suivi médical via la médecine préventive avec le recensement de fiches RSST
-  le paiement des heures supplémentaires effectuées
-  la mise à disposition du matériel informatique nécessaire au déploiement des logiciels dans les établissements, mais aussi lorsque les personnels choisissent le télétravail (par exemple un écran supplémentaire)